

COMMUNIQUÉ

12ème anniversaire de l'accident nucléaire de Fukushima : Europe Ecologie Les Verts de Franche-Comté conjure le gouvernement de tirer enfin les leçons de la catastrophe !

Le 11 mars 2011, la fusion des réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi provoquait une importante **contamination radioactive de l'air, des sols et de l'eau**, qui perdure aujourd'hui et perdurera pendant des milliers d'années. L'accident, longtemps hors de contrôle, imposait l'évacuation de centaines de milliers d'habitants, provoquait une crise économique, sociale, énergétique grave au Japon et conduisait, dans bien des pays du monde, au réexamen des stratégies de production électrique. Ce fut le cas en France aussi où la réduction de la part du nucléaire dans la production électrique fut inscrite dans la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique.

Le lobby nucléaire n'a hélas pas cessé de s'agiter, jusqu'au plus haut niveau de l'État. Résultat : avant même l'issue du débat national sur l'énergie, le gouvernement choisit la fuite en avant.

Europe Ecologie Les Verts de Franche-Comté dénonce cette stratégie irresponsable !

Le gouvernement veut prolonger le fonctionnement des centrales les plus anciennes, pourtant touchées par des défauts structurels de corrosion sous contrainte, qui ont conduit à l'arrêt de plus d'une tranche nucléaire sur deux pendant des mois. Ce choix augmente de façon conséquente le risque d'accident nucléaire et d'arrêts intempestifs de production. EELV Franche-Comté demande la poursuite du cycle de fermetures des centrales les plus anciennes (Bugey, Tricastin).

Le gouvernement veut casser l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), expert public crédible et indépendant, au **risque que les expertises de sûreté perdent en qualité et en indépendance**.

Le gouvernement veut construire une nouvelle génération de centrales EPR alors même que le feuilleton du chantier de l'EPR de Flamanville n'est pas terminé, que son issue reste incertaine malgré son coût extravagant (19 milliards).

Alors qu'EDF annonce des résultats financiers désastreux, largement liés au choix politique historique d'un prix du KWh totalement déconnecté du coût réel de production, il faudrait simultanément – dramatique fuite en avant ! - financer le « grand carénage » des vieilles centrales, pour 100 milliards d'euros, le démantèlement des centrales arrêtées pour certaines d'entre elles depuis trente ans, le traitement des déchets et la construction d'un nouveau parc, de l'ordre de 60 à 100 milliards d'euros, pour lequel le **gouvernement envisage de piocher dans le livret A... au détriment de projets plus utiles comme la construction de logements sociaux**. EELV FC s'oppose fermement à ce que l'épargne des Français soit ainsi détournée de sa vocation.

Enfin, la relance du nucléaire français se fait au détriment du développement coordonné et décentralisé **des énergies renouvelables, de la généralisation des mesures d'efficacité énergétique et de la lutte contre le gaspillage énergétique sous toutes ses formes**. Le « plan de sobriété » n'est pas assez ambitieux, en témoigne la lenteur des opérations de rénovation thermique des bâtiments. Pourtant, le développement des énergies renouvelables – **dont il faut rappeler qu'elles ont produit plus d'électricité en Europe cet hiver que le nucléaire** - assurerait la création de nombreux emplois, serait moins coûteux que la fuite en avant nucléaire (à condition de mettre en place un plan de sobriété sérieux) et permettrait l'autonomie énergétique de notre pays avec l'arrêt des importations d'uranium.

Depuis l'agression de l'Ukraine par Poutine, l'Europe est plongée dans une crise énergétique grave. Si nous voulons réduire notre dépendance aux énergies fossiles émettrices de carbone et conjurer la menace du nucléaire (civil et militaire), nous devons, comme nos voisins européens, faire le choix des **énergies renouvelables, garantes de paix et de prospérité**.

